Migration - Citoyenneté - Développement

APPEL A CANDIDATURE

Titre du poste :	**Coordinateur/rice technique des programmes développement local et cohésion sociale**
Type de contrat :	**Contrat d'usage projet (4 ans)** de droit ouest africain (Mauritanie, Mali, Sénégal) ou européen, avec possibilité d'évolution en CDI.
Lieu d'affectation :	**Poste basé à Nouakchott** en Mauritanie, avec des déplacements fréquents dans les zones des programmes au Mali, en Mauritanie et au Sénégal ainsi que des missions ponctuelles dans les autres pays d'intervention du Grdr (Afrique de l'ouest et du Nord, Europe).
Salaire :	**Selon la Grille salariale du Grdr + avantages**
Prise de poste souhaitée :	**Octobre 2025**

Le Grdr Migration – Citoyenneté – Développement (www.grdr.org) est une association internationale de solidarité de droit français, active depuis sa création en 1969. Elle intervient principalement dans les pays du Bassin du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal), en France, ainsi que plus récemment en Guinée-Bissau et au Maghreb (Tunisie et Algérie). L'association s'organise autour d'une politique d'ancrage local en Afrique de l'Ouest et en France, ce qui lui permet de faire office de passerelle entre « ici et là-bas ». Le Grdr a développé une approche territoriale de la dialectique migration-développement, pilotée par les autorités locales et en mobilisant l'ensemble des forces vives des territoires (société civile, avec une attention particulière portée aux représentants des associations issues des migrations, services techniques, secteur marchand, partenaires de la coopération, etc.). Cette organisation décentralisée garantit une présence permanente auprès des populations de ces régions. Cette proximité a permis à l'association de devenir un interlocuteur privilégié des collectivités locales et de défendre ses valeurs, portées par sa charte (https://grdr.org/-Notre-charte-).

Récemment, le Grdr a adopté son Cadre d'Intervention Stratégique (CIS) 2025-2030, qui définit les orientations prioritaires de l'association pour répondre aux enjeux des territoires d'intervention en Afrique de l'Ouest, en Europe et dans les espaces de mobilité. Ce CIS s'articule autour de trois objectifs stratégiques : (1) Agir pour des territoires inclusifs et durables ; (2) Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale ; (3) Créer les conditions d'une économie collaborative. Il repose sur une approche territoriale, participative et transversale, centrée sur le développement local, la citoyenneté et les dynamiques migratoires. L'objectif est de renforcer les synergies entre acteurs locaux, migrants et institutions afin de co-construire des réponses durables aux défis socio-économiques. Le CIS s'inscrit dans une logique de solidarité internationale, d'innovation sociale et de capitalisation des expériences.

Depuis 1969, le Grdr intervient dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Sur cette zone, le Grdr est structurée en quatre cellules regroupant salariés et adhérents : Selibaby et Kaédi en Mauritanie, Bakel au Sénégal, et Kayes au Mali. Au cours des vingt dernières années, le Grdr a accompagné les collectivités locales dans l'établissement de diagnostics territoriaux, ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action répondant aux attentes et besoins prioritaires des populations. Son appui à la maîtrise d'ouvrage communale, en concertation et partenariat avec les services déconcentrés de l'État, a impliqué un important travail de formation des élus locaux et des animateurs de développement local (ADL). L'objectif est d'améliorer leur maîtrise de leurs prérogatives, de favoriser l'impact des actions menées par les diasporas issues de ces territoires, et de renforcer leur rôle dans le cadre de coopérations décentralisées, notamment avec la France. Par ailleurs, l'association accompagne les processus de dialogue concerté (élus, société civile, etc.) à l'échelle locale, communale, intercommunale et transfrontalière.

PRESENTATION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET COHESION SOCIALE DU GRDR DANS LA MOYENNE VALLEE DU FLEUVE SENEGAL

Les programmes du Grdr dans la moyenne vallée du Fleuve Sénégal visent à promouvoir une gestion durable des ressources naturelles, à renforcer la sécurité alimentaire et à soutenir le développement économique dans les zones frontalières du Sénégal, de la Mauritanie et du Mali. Ils interviennent pour prévenir les conflits liés à l'usage des ressources, améliorer la résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique, et favoriser l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'habitat durable, tout en créant des pôles urbains résilients. Par ailleurs, un volet dédié à la jeunesse et à la société civile vise à renforcer leurs capacités, encourager le dialogue avec les autorités et garantir la pérennité des actions. L'ensemble de ces initiatives vise à instaurer un développement équilibré, inclusif et résilient, renforçant la cohésion sociale face aux défis climatiques et économiques. Plusieurs actions sont en cours de mise en œuvre :

- **Prévention et gestion de conflits, gestion des ressources naturelles (GRN) et cohésion sociale** : analyse participative des conflits, modalités de prévention, gestion et usages partagés des ressources naturelles; cartographie participative et concertation territoriale ; définition des actions prioritaires ; production des profils migratoires ; mise en place de conventions locales de GRN, accompagnement des comités; renforcement de la structuration et du dialogue sur les enjeux territoriaux ; mise en place et animation des espaces de dialogue à l'échelle locale, nationale et transfrontalière ; organisation et animation des forums transfrontaliers ; formation des acteurs locaux à la prévention et gestion des conflits.
- **Aménagements et gestion durable des ressources :** réalisation d'aménagements agropastoraux sous approche HIMO ; diagnostic socio-foncier, animation des concertations pour obtenir les ententes foncières ; construction et gestion d'infrastructures hydrauliques : puits, forages, systèmes d'assainissement, blocs de latrines ; extension et amélioration des réseaux d'eau potable ; restauration des terres dégradées ; appui à la gestion des ouvrages et sensibilisation à leur entretien.
- **Soutien aux filières agro-sylvo-pastorales, agroécologiques et alimentaires** : appui à l'intensification durable des cultures et de l'élevage (champ école paysan, matériel de traction, semences adaptées) ; mise en place et accompagnement des cantines scolaires ; mise en place de fonds souples pour l'appui aux acteurs des filières agro-sylvo-pastorales; organisation de bourses/foires régionales ; renforcement des capacités en production, stockage (banques de céréales, SAVS) et transformation; diagnostic des habitudes alimentaires, animations, démonstrations culinaires, sensibilisation aux liens alimentation-santé.
- **Renforcement des capacités et appui technique aux acteurs locaux** : formations et accompagnements des acteurs ; appui technique aux collectivités, OSC, OP ; formation dans le cadre de la construction durable, réduction des risques et utilisation des matériaux locaux.
- **Amélioration de l'accès à l'eau, à l'assainissement et gestion des déchets** : mise en œuvre d'initiatives pilotes pour l'accès à l'eau et à l'assainissement ; extension des réseaux en zones rurales et urbaines ; mise en place ou renforcement des services de gestion des déchets (tri, collecte, valorisation) ; accompagnement à la gestion des services d'eau par les collectivités.
- **Développement urbain, habitat et résilience territoriale** : renforcement des capacités en urbanisme, gestion des risques et fiscalité locale ; actualisation des plans de développement communal ; appui à la société civile dans ses fonctions sociales, environnementales et culturelles ; construction d'infrastructures résilientes.
- **Appui socio-économique et génération de revenus** : mise en place d'un fonds d'appui technique et financier aux initiatives économiques locales ; soutien à la filière déchets, transport, collecte et valorisation ; mise en réseau et échanges entre pairs.
- **Production de connaissances, communication et capitalisation** : production, diffusion et partage d'outils (capsules vidéo, articles, webmap, manuels, etc.) sur les innovations, résultats et leçons apprises ; organisation de forums, ateliers, rencontres multi-acteurs, sous-régionaux et internationaux sur les enjeux des territoires.

LE POSTE

Le/la coordinateur(trice) technique des programmes a pour missions : la coordination opérationnelle et stratégique des programmes de développement local et de cohésion sociale dans les zones transfrontalières entre la Mauritanie, le Mali et le Sénégal ; garantir la mise en œuvre efficace, intégrée et cohérente des activités des programmes ; faciliter la synergie entre les acteurs locaux, régionaux et nationaux ; veiller au respect des engagements, des délais, du budget et de la qualité des résultats ; contribuer à la gestion des risques et à la capitalisation des pratiques probantes; assurer le management fonctionnel des équipes techniques des programmes.

Sous l'autorité du coordinateur National du Grdr, il/elle travaille en étroite collaboration avec les coordinateurs des cellules du Grdr dans la Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal (4 sites), les équipes des programmes multipays, l'unité suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA), l'équipe gestion administrative et financière, ainsi que les responsables transversaux (Diasporas, communication, logistique et sécurité).

Il/ elle aura les responsabilités suivantes :

1. **Assurer la coordination et la gestion technique des programmes**

- Piloter la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités des programmes.
- Garantir la cohérence technique des interventions entre les différents acteurs et partenaires.
- Faciliter la communication et la coordination entre les équipes sur le terrain, les partenaires locaux, les autorités et autres acteurs des programmes.
- Organiser et animer les réunions techniques, ateliers de capitalisation et groupes de travail régionaux et transfrontaliers.

2. **Apporter un appui technique et une expertise aux équipes des programmes**

- Fournir un appui méthodologique aux équipes techniques et partenaires de mise en œuvre des programmes
- Fournir une expertise technique dans les domaines de la gouvernance locale et/ou transfrontalière, de la gestion des ressources naturelles, de la prévention des conflits, du développement économique, de la cohésion sociale, de la communication communautaire et de la gestion des risques.
- Assurer la qualité technique des produits livrables, guides, plans d'action et dispositifs de sensibilisation.

3. **Coordonner le suivi, l'évaluation et la capitalisation des activités des programmes**

- Mettre en place et suivre des indicateurs de performance en lien avec la théorie du changement.
- Superviser la collecte, l'analyse et la restitution des données pour garantir une évaluation continue.
- Rédiger les rapports techniques et contribuer à la capitalisation des pratiques.

4. **Contribuer au renforcement des capacités des équipes et partenaires des programmes**

- Identifier les besoins en formation des équipes techniques, partenaires et acteurs locaux.
- Organiser et/ou accompagner les formations, ateliers et échanges de pratiques.

5. **Contribuer au développement et à la gestion des relations avec les partenaires des programmes et les espaces de gouvernance**

- Maintenir un dialogue étroit avec les autorités administratives locales, les collectivités territoriales et locales, les services déconcentrés de l'État, les acteurs communautaires, les organisations de la société civile, les institutions régionales et les partenaires techniques et financiers.
- Soutenir la mise en place et le fonctionnement des espaces de dialogue, de concertation et de gouvernance transfrontalière.
- Contribuer à l'animation des réunions de coordination avec les partenaires de mise en œuvre des programmes.

6. **Contribuer à la gestion des risques et à la sécurité**

- Surveiller et anticiper les enjeux sécuritaires, sociaux et environnementaux.
- Participer à l'analyse continue de l'évolution du contexte dans les zones frontalières concernées par les programmes.
- Contribuer à la mise en œuvre des mesures visant à garantir la sécurité des équipes et des populations bénéficiaires.

PROFIL RECHERCHE

Formation supérieure (Bac+5) dans des domaines tels que le développement local, le développement international, les sciences sociales, la gestion de projets, les relations internationales ou tout autre domaine connexe.

Expériences professionnelles

- Une expérience avérée en gestion de projets complexes, notamment dans des contextes transfrontaliers, en Afrique de l'Ouest de préférence (minimum 7 ans).
- Expertise avérée en coordination technique, gestion de programmes multi-acteurs, et une connaissance approfondie des enjeux de gouvernance locale, gestion des ressources naturelles, prévention des conflits, développement économique et sécurité.
- Expérience en gestion d'équipes pluridisciplinaires et multiculturelles.
- Maîtrise des langues : français obligatoire ; la connaissance des langues locales (wolof, pulaar, hassaniya, bambara, etc.) est un plus.

Compétences et aptitudes

- Excellentes capacités d'organisation, de gestion des priorités et de coordination, avec une grande polyvalence, autonomie et aptitude à la prise de décision.
- Bonnes compétences managériales et d'animation d'équipes multiculturelles.
- Solide connaissance des pratiques des principaux bailleurs internationaux et particulièrement de la commission européenne.
- Forte capacité d'analyse, de synthèse, de négociation, avec un sens de la diplomatie et une ouverture d'esprit.
- Compétences avérées dans la gestion de partenariats avec les OSC nationales et internationales, les autorités locales, les élus, les services techniques de l'État et les agences de coopération.
- Maîtrise parfaite du français à l'écrit comme à l'oral.
- Excellentes compétences en communication et en résolution de problèmes.
- Aptitude à travailler en réseau, dans des contextes sensibles et environnements incertains.
- Bonne maîtrise des outils informatiques (MS Office, logiciels de gestion de projet, plateformes de suivi-évaluation).
- Esprit d'initiative, capacité à fédérer et à mobiliser ; sensibilité interculturelle, diplomatie et tact.
- Disponibilité pour des déplacements fréquents dans les zones frontalières couvertes par les programmes.
- Respect strict des principes d'éthique, de transparence et des valeurs soutenues par le Grdr

A NOTER : Le Grdr encourage la prise d'initiative et la créativité.

PROCESSUS DE RECRUTEMENT

Les candidat(e)s sont invité(e)s à envoyer une lettre de motivation et un CV avec trois références aux postes les plus récents, **avant le 20 septembre 2025**, par courriel à l'adresse : recrutement@grdr.org précisant dans l'objet du mail « ***Recrutement coordinateur/trice technique des programmes de développement local et cohésion sociale »*.**

N.B : Les candidatures seront étudiées au fur et à mesure de leur réception. A l'issue de l'analyse des CV, les candidat(e)s présentant les qualifications et expériences les plus pertinentes pour le poste seront contacté(e)s pour un test écrit, suivi d'un entretien oral.